

# SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

## Face à la crise, l'OCDE préconise une accélération des attaques : Organisons une riposte unitaire et déterminée !

L'OCDE, dans son document *Synthèses* d'avril 2009, analyse la situation économique et sociale de la France et donne une série de pistes quant aux mesures que le gouvernement devrait appliquer. Ces mesures, loin de prendre en compte les besoins sociaux des populations, prône au contraire une accélération des attaques, notamment contre les services publics.

### **Décentraliser pour mieux se désengager.**

L'objectif principal est de diminuer les « dépenses » de l'État, par « *une remise en cause profonde du rôle et du mode d'intervention de l'État dans divers domaines* ». Ainsi, dès l'introduction, le document explique que « *dès la reprise bien engagée, il sera urgent de mettre en application un programme de réduction du déficit public, conformément aux obligations du Pacte de Stabilité et de Croissance. [...] Étant donné le niveau déjà très élevé des prélèvements obligatoires, l'effort d'assainissement des finances publiques devra porter essentiellement sur une baisse des dépenses publiques. Pour assurer une meilleure maîtrise de celles-ci, l'exercice de Révision générale des politiques publiques appliqué aux dépenses de l'État devra se montrer plus ambitieux quant aux résultats. Des potentiels d'économies importantes existent dans des champs que la révision n'a pas encore pleinement explorés, à savoir les comptes de la sécurité sociale et des administrations locales.* ». Le message est très clair, à savoir poursuivre la casse de la Sécurité sociale (non-remboursement de médicaments, nouveau barème, hausse des cotisations salariales...) et accentuer le désengagement financier de l'État grâce à la décentralisation : « *il serait préférable que, contrairement à la tendance des dernières années, une part grandissante des ressources des administrations locales proviennent des impôts locaux plutôt que de transferts de l'État.* ». Ce qui signifie à régions riches : éducation, santé, réseau routier, prestations sociales... de riches et pour les régions pauvres, la gestion quotidienne de la misère et des choix à faire : Financement d'une université ou paiement du RMI ?

### **Précariser pour rentabiliser.**

Concernant la rentabilité des entreprises, le rapport est très complet. Au menu, achèvement de la casse du code du travail, recul de l'âge de la retraite et amélioration de la productivité des entreprises, en bref, précariser toujours plus pour faire toujours plus de profits. Pour les salariés les moins qualifiés, le rapport propose « *d'abaisser le coût du travail* » en agissant « *dorénavant plus directement sur le salaire minimum mais sans remettre en cause les réductions de charges sociales sur les bas salaires et en améliorant les incitations financières à l'emploi* ». « *La progression plus modérée du salaire minimum (SMIC)* » ne suffit donc plus, il faut désormais le remettre en cause. Après la multiplication des stages, des temps partiels subis et des contrats d'alternance sous-payés, l'OCDE propose donc ici d'y mettre un dernier coup de boutoir. Pour les plus âgés, le rapport préconise un recul de l'âge de départ en retraite : « *Accroître les incitations à travailler au-delà de 60 ans (a fortiori au-delà de 55 ans), en évitant notamment que les employeurs ne puissent abuser du nouveau dispositif de rupture conventionnelle.* ». Pour aider ces paresseux qui veulent arrêter de bosser après 40 ans, le rapport propose une batterie de mesures, toutes plus iniques les unes que les autres : « *l'allongement progressif de la durée de cotisation-retraite, l'augmentation du taux de la surcote, la suppression de la dispense de recherche d'un emploi, la possibilité de cumuler emploi et retraite, le recul de l'âge de la mise à retraite d'office et la réforme des régimes spéciaux de retraite* ». Enfin, pour tous le monde, le démantèlement du code du travail se poursuit avec là encore une vieille revendication patronale : « *la poursuite dans la voie de l'assouplissement de la législation sur les licenciements tout en améliorant l'efficacité du système d'assurance-chômage* ». Après un long paragraphe sur les bienfaits des récentes réformes (RSA, Accord sur la modernisation du marché du travail, Fusion ANPE/ASSEDIC), l'OCDE regrette tout de même le rejet du contrat unique qui aurait permis de mettre fin au dualisme du marché du travail. Comme il y a des travailleurs qui bénéficient d'un statut plus protecteur (Fonctionnaires, CDI), il faudrait que tout le monde soit logé à la même enseigne, la plus précaire ! Autre remise en cause, les 35 heures, accusées d'avoir « *pour corollaire une défiscalisation coûteuse pour les finances publiques des*

*heures effectuées au-delà de ce seuil, et dont l'efficacité devra être soigneusement évaluée.* ». C'est vrai ! L'Union européenne ayant adopté sa directive sur les 65 heures maximales par semaine, il n'y a vraiment pas de raisons que les travailleurs français se la coule douce !

Tout ceci est évidemment complété, comme si cela ne suffisait pas, par la nécessité de redresser la compétitivité, ce qui passe par « *une hausse de la croissance de la productivité* » (produire plus avec moins de travailleurs, alors que la France a le triste record depuis le passage au 35 heures de la meilleure productivité horaire en Europe) et par « *la baisse du poids des charges fiscales, sociales et administratives qui freinent la croissance des entreprises* » (pour éviter aux entreprises de payer leurs cotisations, c'est-à-dire le salaire indirect des travailleurs qui leur est ensuite reversé dans le cadre de la Sécurité sociale : maladie, vieillesse, retraite...). Enfin, l'OCDE propose l'ouverture totale à la concurrence, notamment dans les services et les professions réglementés (kinésithérapeutes, vétérinaires, pharmaciens, coiffeurs, médecins traditionnels, praticiens de médecine douce, experts-comptables, architectes, juristes) et dans l'énergie. Ce qui signifie l'accélération de la privatisation de la Poste ou encore la mise en application de la directive Bolkenstein ! Dernier cadeau, cette fois-ci au patronat de la grande distribution qui ne se fait toujours pas assez d'argent sur le dos de ses salariés : Le rapport prévoit l'abrogation pure et simple des lois Royer-Raffarin, cette abrogation étant la politique optimale en matière d'urbanisme commercial, puisque permettant l'accélération des concentrations dans la grande distribution au niveau national. Et tout cela dans l'intérêt du consommateur bien sur !

### **Poursuivre le démantèlement et la privatisation de l'enseignement.**

Le rapport salue les « bienfaits » de la LRU adoptée en 2007, mais souligne ses limites. Pour y pallier, le gouvernement doit notamment « *poursuivre sur la voie de l'autonomie, en particulier dans les domaines budgétaires, de recrutement et de rémunération du personnel. À cet égard, une plus grande liberté de sélection des étudiants à l'entrée et de fixation des frais d'inscription serait susceptible d'y contribuer. Une augmentation de ces frais devrait être accompagnée par l'extension du système de prêts aux étudiants récemment mis en place.* ». Limpide ! Pôles d'excellence, hausse des frais d'inscription, sélection accrue : voilà l'avenir des étudiants !

### **Une recherche publique au service du profit privé.**

Après avoir salué la création de l'AERES et le projet de démantèlement du CNRS et la mise en place de critères de performances et de rentabilité, tels que le nombre de publications ou les brevets déposés. Il propose ensuite de poursuivre la soumission des financements à leur rentabilité économique : « *il est primordial de rendre les financements publics, dans le cadre des pôles de compétitivité, conditionnels aux résultats, notamment en prévoyant des mécanismes d'arrêt des financements en cas de manquements aux objectifs de performance prédéterminés.* ». A ce premier élément qui est le résultat de l'adoption de la Loi Organique sur les Lois de Finances s'ajoute un second élément qui n'est pas anecdotique : « *Dans le cas des pôles qui connaissent un succès, il est préférable à terme de chercher à substituer progressivement des fonds privés aux aides publiques, sachant que la mixité des financements est cruciale surtout pour le démarrage des activités innovantes.* ». L'État se charge des lourds investissements initiaux et est là pour prendre tout les risques et une fois le projet bien lancé et prometteur, les financements privés prennent le relais et engrangent les bénéfices ! Et après on s'étonne qu'il n'y a pas d'argent pour financer l'éducation publique, laïque et gratuite pour tous ? Depuis quand l'État est là pour assumer les risques financier du patronat ? L'interventionnisme d'État souvent dénoncé est ici le bienvenue, on ne se demande pas pourquoi !

## **Non à la poursuite de la destruction et de la privatisation des services publics !**

### **Unité des travailleurs et de la jeunesse dans la grève générale pour faire reculer le gouvernement !**

### **Pour une éducation publique, laïque et gratuite pour tous de la maternelle à l'université !**

***<http://fseul.free.fr>***